IRPP

Institute for Research on Public Policy

Institut de recherche en politiques publiques

RAPPORT ANNUEL 2004

NOTRE MISSION

Fondé en 1972, l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP) est un organisme canadien, indépendant et sans but lucratif.

L'IRPP cherche à améliorer les politiques publiques canadiennes en encourageant la recherche, en mettant de l'avant de nouvelles perspectives et en suscitant des débats qui contribueront au processus décisionnel en matière de politiques publiques et qui rehausseront la qualité des décisions que prennent les gouvernements, les citoyens, les institutions et les organismes canadiens.

L'indépendance de l'IRPP est assurée par un fonds de dotation, auquel ont souscrit le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et le secteur privé.

IRPP
1470, rue Peel, bureau 200
Montréal (Québec)
H3A 1T1 Canada

Téléphone : 514-985-2461
Télécopieur : 514-985-2559

www.irpp.org

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Hugh Segal
Président

Bob Rae
Président du conseil d'administration

Germaine Gibara
Vice présidente du
conseil d'administration

Nellie Cournoyea, Inuvialuit
Catherine Delaney, Toronto
Peter Dobell, Ottawa
Doug Emsley, Regina
Brian Flemming, Halifax
Ann Fitz-Gerald, U.K.
Fred Gorbet, Toronto
John Helliwell, Vancouver
Shira Herzog, Toronto
Pierre Marc Johnson, Montréal
Janice MacKinnon, Saskatoon
Kathleen Mahoney, Calgary
Antonia Maioni, Montréal
Barbara McDougall, Toronto
Guy Saint-Pierre, Montréal
Bernard Shapiro, Montréal
Denis Stairs, Halifax
Gordon Thiessen, Ottawa
Kent Weaver, Washington, D.C.
Jodi White, Ottawa
Wanda Wuttunee, Winnipeg

FAITS SAILLANTS DU FONDS DE FONCTIONNEMENT

(en milliers de dollars)

L'IRPP a enregistré un surplus budgétaire au cours des trois dernières années.

	2004	2003	2002
Produits*	**2 640**	2 830	2 618
Charges	**2 534**	2 767	2 436
Excédant des produits sur les charges	**106**	63	182

FAITS SAILLANTS DU FONDS DE DOTATION

(en milliers de dollars)

	2004	2003	2002
Valeur marchande totale en fin d'année	**39 700**	34 625	42 514

*Les produits consistent en produits de placement approuvé pour le fonctionnement, produits de vente des publications et autres produits.

RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'IRPP a connu un exercice 2003-2004 placé sous le signe de la continuité et du changement. En tout premier lieu, je me réjouis que Hugh Segal ait accepté en juin 2003 un second mandat de cinq ans à la présidence de l'Institut, car sa vision et son leadership ont déjà fait leur marque de maintes et exceptionnelles façons. Cette année, l'IRPP a aussi entrepris la mise en œuvre de son nouveau plan de recherche pour 2004-2009, approuvé par le Conseil en décembre 2003. Tout en imprimant à nos efforts de recherche un certain nombre d'orientations nouvelles, ce plan intègre plusieurs de nos priorités existantes. Le travail est déjà amorcé sur certains des projets d'un programme qui s'annonce très dense pour les cinq prochaines années en matière de publications, de conférences et d'événements.

Du côté du **Conseil**, signalons le départ de Marcel Côté (président du Comité des communications) et de Manon Vennat (présidente du Comité de gouvernance) après deux mandats consécutifs de quatre ans. Deux membres de l'Institut issus d'organismes compatibles se retirent aussi après deux mandats de trois ans, Roger Gibbins, président-directeur général de la Canada West Foundation, qui a notamment coédité *Sortir de l'impasse* et signé une étude *Enjeux publics* du programme de recherche sur l'Union sociale intitulée « Shifting Sands: Exploring the Political Foundations of SUFA », ainsi que David Zussman, ancien président du Public Policy Forum et désormais vice-président-directeur de EKOS Research Associates Inc., à qui nous souhaitons beaucoup de succès dans ses nouvelles fonctions.

Se joignent au Conseil à titre d'administrateurs Ann Fitz-Gerald, directrice du Centre for PostConflict Transitions Studies de Cranfield University (Royaume-Uni) et auteure de plusieurs études de l'IRPP, dont l'une de la série *Choix* intitulée « Military and Postconflict Security: Implications for American, British and Other Allied Force Planning and for Postconflict Iraq », ainsi que Wanda Wuttunee, professeure agrégée d'études autochtones à l'Université du Manitoba et auteure d'un livre à paraître intitulé « Lessons in Aboriginal Economic Resilience and Vision ». Jodi White, la nouvelle présidente du Public Policy Forum, et Antonia Maioni, anciennement du Comité de recherche du Conseil et actuelle directrice de l'Institut McGill d'études canadiennes, se joignent à l'Institut à titre de membres issus d'organismes compatibles.

L'IRPP invite à l'occasion des personnalités qui ne siègent pas à son Conseil à se joindre à son Comité de recherche. Cette année, Peter Aucoin, titulaire de la chaire Eric Dennis Memorial ainsi que professeur de science politique et d'administration publique à l'Université de Dalhousie, a accepté de faire profiter le Comité de son expertise. Enfin, les règlements de l'IRPP prévoyant que son Comité de placements totalise une majorité de membres externes, et compte tenu du départ de John Lane après plusieurs années de service, celui-ci sera remplacé par Hugh Cleland, vice-président-directeur et gestionnaire de portefeuilles chez Northern Rivers Capital Management Inc.

J'aimerais remercier sincèrement celles et ceux qui nous quittent pour leur inestimable contribution aux travaux de l'IRPP, et souhaiter par la même occasion la bienvenue aux nouveaux membres du Conseil et de l'Institut. Je me réjouis à l'avance de collaborer avec eux à une année 2004-2005 des plus productives.

HON. BOB RAE, P.C., O.C., Q.C.
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

PLAN STRATÉGIQUE 2004-2009

L'année écoulée a donné lieu à une grande variété d'initiatives de recherche, menées aussi bien en collaboration que sous les seuls auspices de l'IRPP. Cette année 2003-2004 était aussi la dernière du programme quinquennal amorcé en 1999, de sorte que mes collègues et moi-même avons élaboré un nouveau plan stratégique de concert avec notre Conseil. S'il maintient plusieurs de nos priorités de recherche actuelles, ce nouveau plan de recherche 2004-2009 imprime aussi à l'IRPP de nouvelles orientations. À la lumière des liens toujours plus étroits entre la situation internationale et les choix de politique intérieure, et de la nécessité de mieux intégrer ces deux sphères du processus politique, nos priorités de recherche pour 2004-2009 seront par conséquent déterminées à partir de la question fondamentale suivante :

> « Quelles politiques publiques à la fois intérieures et extérieures sauront favoriser le progrès économique et social au Canada comme à l'étranger, tout en privilégiant les valeurs démocratiques, la sécurité internationale et le développement économique ? »

Le nouveau plan de recherche de l'IRPP veut ainsi traduire les mutations de la réalité géopolitique et l'interdépendance grandissante des questions internationales et intérieures, tout en tenant compte de tendances démographiques et de questions urbaines majeures. Au lieu d'un projet Nexus distinct, tous les thèmes de recherche de l'IRPP s'inspireront donc d'une approche « nexus » fondée sur l'engagement d'explorer dans toutes les questions à l'étude les répercussions relatives à la gouvernance ainsi qu'aux politiques économiques et sociales.

THÈMES ET PROGRAMMES DE RECHERCHE

Axés autour de notre question fondamentale, les programmes de recherche de l'IRPP seront regroupés sous trois thèmes généraux : *Le Canada et le monde, Croissance économique et progrès social, La gouvernance dans un nouveau siècle.* À partir de ces trois thèmes, notre équipe élabore actuellement une série de nouveaux programmes de recherche. Quant aux programmes existants, ils seront intégrés pendant une période de cinq ans à de nouvelles rubriques et parfois élargis. Voici la description de ces thèmes et programmes.

LE CANADA ET LE MONDE

Sous ce thème seront explorées les approches stratégiques qui, en politique étrangère, en défense et en développement, servent de façon optimale les intérêts géopolitiques du Canada dans les quatre domaines suivants :

- L'avenir des relations nord-américaines
- Défense, diplomatie et développement
- Stratégie canadienne d'aide internationale
- Reconstruction et stabilisation d'après-conflit

CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET PROGRÈS SOCIAL

Sous ce thème seront analysées les politiques qui soutiendront la croissance économique et le progrès social à la lumière de lourdes tendances démographiques nationales et d'une conjoncture mondiale toujours plus compétitive. Le tout dans les cinq domaines suivants :

- « Trousse à outils » de politiques sociales
- Conséquences politiques d'une population vieillissante
- Capital humain : liens et défis
- Possibilités économiques et mieux-être social
- Compétitivité et productivité

[THÈMES ET PROGRAMMES DE RECHERCHE]

LA GOUVERNANCE DANS UN NOUVEAU SIÈCLE

Sous ce thème seront examinés les risques et défis clés en matière de gouvernance auxquels le Canada sera confronté au XXIe siècle. Les divers domaines de recherche considérés englobent les suivants :

- Les prochaines étapes d'une réforme démocratique
- Exigences économiques et sociales des municipalités
- Équilibre fiscal de la fédération
- Rôles des secteurs public et privé en matière de politiques publiques

SÉRIE DE DOCUMENTS DE TRAVAIL

Anticipant pour l'avenir une forte augmentation de ses recherches et publications, l'IRPP a créé en 2003 un format de documents de travail prévoyant la publication sur son site Web de nombreuses études. Ces documents n'étant pas officiellement publiés en externe et faisant l'objet d'un léger processus de révision interne, les recherches en cours peuvent ainsi paraître plus rapidement afin de contribuer en temps voulu au débat politique. Ce format des documents de travail offrira donc un débouché supplémentaire aux résultats de nos recherches, en complément des publications des séries *Choix* et *Enjeux publics* de l'IRPP.

DÉVELOPPEMENT DÉMOCRATIQUE INTERNATIONAL

Ce nouveau projet, qui constitue la première initiative de recherche menée sous le thème *Le Canada et le monde,* s'intéresse à la promotion de la démocratie internationale en lien avec la sécurité d'après-conflit, la société civile et les droits de la personne, tout en évaluant le rôle et les activités du Canada dans ces domaines. La première étude de la série, un document exploratoire de George Perlin intitulé **« International Assistance to Democratic Development: A Review »**, a été publiée sur le site Web de l'IRPP en décembre 2003. Plusieurs autres textes ont été commandés ces derniers mois, dont les auteurs participent actuellement à un « séminaire virtuel » organisé en ligne (une première pour l'IRPP) en prévision d'un symposium qui se tiendra à l'automne 2004.

BÂTIR L'AVENIR : LA POLITIQUE RELATIVE À L'IMMIGRATION ET AUX RÉFUGIÉS

Les questions de sécurité nationale figurent parmi les toutes premières à l'ordre du jour politique du Canada. Les agences, les lois et les règlements relatifs à la sécurité, aux douanes, à l'immigration et même aux actifs financiers sont tous scrutés à la loupe. Au cœur de cet examen : l'efficacité avec laquelle notre politique d'immigration permet de contrôler l'entrée au pays d'immigrants indésirables. De récentes critiques ont soutenu que le système d'immigration canadien, trop généreux et trop laxiste, doit être scrupuleusement repensé en vue de rétablir non seulement la confiance des Canadiens mais celle de nos voisins du Sud. Ce qui a provoqué en retour un débat élargi sur la capacité du système actuel de répondre à ses objectifs économiques et humanitaires, tout en contribuant à des objectifs de sécurité communs. Compte tenu de l'importance croissante de cette question et de ses nombreuses ramifications en politique économique, sociale et de gouvernance, le vaste programme de recherche que l'IRPP consacre à la politique canadienne sur l'immigration et les réfugiés continuera de susciter d'importants travaux sous la direction de Geneviève Bouchard.

Nos recherches et nos activités de l'année écoulée ont porté surtout sur les questions du rapport entre souveraineté et intégration, de la sécurité et du contrôle des frontières ainsi que de la conciliation des objectifs politiques humanitaires et économiques. Dans **« Intégration économique et sécurité : nouveaux facteurs déterminants de la gestion de la migration internationale »** (*Choix*, mars), Hélène Pellerin examine les initiatives multilatérales de gestion de cette migration aux trois niveaux européen, nord-américain et international. L'auteure observe que « ces initiatives s'inscrivent dans un contexte plus large d'intégration économique régionale, mais aussi – et cela est encore plus clair depuis le 11 septembre 2001 – dans un contexte où de nombreux pays se préoccupent de plus en plus de la sécurité de leurs frontières ».

Traitant de l'immigration d'un point de vue éthique, la première de trois conférences coparrainées, intitulée « The Ethics of Immigration Policy: Seeking the Common Good », a été tenue en avril 2003 à Dallas en collaboration avec le John Goodwin Tower Center for Political Studies de la Southern Methodist University. En avril 2004, l'IRPP a organisé la deuxième de ces conférences, intitulée **« North American Integration: Migration, Trade and Security »**, la troisième devant se tenir à Mexico en 2005.

RENFORCER LA DÉMOCRATIE CANADIENNE

Depuis les années 1960, l'accroissement du niveau d'éducation et la mutation des valeurs sociales ont suscité au Canada et dans le monde une demande grandissante de participation démocratique. Récemment, la question a fortement resurgi dans le débat public par suite d'une vague de réformes démocratiques menées dans plusieurs provinces. Lancé en 1999 par l'IRPP, le programme de recherche *Renforcer la démocratie canadienne* a occupé l'avant-scène des débats et recherches dans ce domaine en révélant certaines lacunes démocratiques du système politique canadien, de même qu'en proposant les moyens de renforcer la légitimité de notre système gouvernemental pour prévenir un désengagement accru de la population et son sentiment d'exclusion du processus politique.

Cette année, l'Institut a été très actif dans ce domaine, comme en témoignent nombre d'événements et publications. Dans un même numéro de *Choix* paru en août 2003, Isabelle Fortier (**« Du scepticisme au cynisme : paradoxes des réformes administratives »**) et Christian Rouillard (**« Du cynisme au désabusement organisationnel : le nouveau management public en tant que facteur de confusion »**) ont examiné la gestion de la fonction publique et conclu qu'en cherchant pour la réformer à imiter les pratiques du secteur privé, on a accentué le cynisme et la démoralisation des fonctionnaires. Également parue en août, l'étude de Jerome Black, **« From Enumeration to the National Register of Electors: An Account and an Evaluation »** (*Choix*), traite de la liste électorale permanente ayant remplacé le recensement de porte en porte. Cette mesure aurait eu un impact négatif sur la participation électorale et accru les écarts de participation entre groupes sociaux, estime l'auteur, écarts qu'on ne pourra combler qu'en renouant avec des mesures inspirées de la méthode du recensement.

Le printemps dernier, suite aux élections provinciales du Québec, l'IRPP a organisé à Toronto un déjeuner de travail au cours duquel le président de BCP Group, John Parisella, a présenté son analyse des conséquences de ce scrutin sur le fédéralisme canadien. En prévision des initiatives de réforme électorale envisagées par la Colombie-Britannique, le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard, l'Institut a tenu en septembre 2003, à Montréal, une deuxième table ronde sur **« La réforme des institutions démocratiques »**. Cette conférence – la première transmission en ligne simultanée de l'IRPP – a donné la parole à M. Jacques Dupuis, ministre québécois responsable de la réforme des institutions démocratiques. Deux déjeuners-causerie en compagnie de dirigeants politiques canadiens ont aussi été tenus à Toronto : en mai 2003, Stephen Harper, alors chef du Parti de l'Alliance et leader de l'opposition, a parlé des « priorités et défis » qui concernent les Canadiens ; puis en octobre, le chef du NPD Jack Layton a passé en revue les domaines où le Canada pourrait « mieux faire » en matière de politique municipale, environnementale, fiscale et sociale. À noter qu'une invitation avait été lancée au premier ministre Paul Martin, qui n'a pu y répondre en raison d'un conflit d'horaire.

SÉCURITÉ NATIONALE ET INTEROPÉRABILITÉ MILITAIRE

Alors que se déroulait l'un des événements les plus marquants de l'histoire internationale récente, la guerre en Irak, l'IRPP a eu le privilège d'accueillir en avril 2003 l'ambassadeur des États-Unis au Canada, M. Paul Cellucci, à l'occasion d'un petit-déjeuner-causerie tenu à Montréal sur l'état des relations canado-américaines. L'Institut a aussi collaboré en avril 2003 avec Stéphane Roussel, titulaire de la chaire de recherche en politique étrangère et politique de défense de l'UQAM, pour un atelier tenu à Montréal (« The Quest for North American Security Trilateralism ») auquel ont participé Son Exc. María Teresa García Segovia de Madero, ambassadeur du Mexique au Canada, et Bernadette Allen, consul général des États-Unis à Montréal.

Dans une étude intitulée **« Military and Postconflict Security: Implications for American, British and other Allied Force Planning and for Postconflict Iraq »**, opportunément parue en avril 2003, Ann Fitz-Gerald soutient que les pays qui interviennent militairement dans les guerres civiles, les États en déroute et les sociétés en transition doivent faire suivre leur programme militaire d'un programme de pacification donnant priorité, une fois les armes déposées, au rétablissement de la sécurité. Ces pays doivent ainsi intégrer à leur mandat général un programme de sécurisation, de reconstruction et de formation.

Phillippe Lagassé a signé le premier des documents de travail de l'IRPP, **« The SORT Debate: Implications for Canada »** (octobre 2003), concluant à la nécessité pour le Canada de collaborer au système de défense antimissile américain. Cette collaboration, dit-il, renforcerait la position de NORAD, profiterait aux forces armées canadiennes et raffermirait l'engagement du Canada d'assurer conjointement la protection et la sécurité de l'Amérique du Nord. Également parue à titre de document de travail, une étude de Sean Maloney, **« Are We Just Peacekeepers? The Perception Versus the Reality of Canadian Involvement in the Iraq War »** (novembre 2003), soutient que « le Canada possédait les moyens militaires pour contribuer visiblement

et efficacement à l'opération Liberté Irak de 2003 ». Enfin, dans **« Four U.S. Military Commands: NORTHCOM, NORAD, SPACECOM, STRATCOM – The Canadian Opportunity »** (novembre 2003), Joseph T. Jockel affirme que l'armée canadienne est bien positionnée pour défendre les intérêts du pays à l'heure où les États-Unis envisagent l'avenir de la défense de leur territoire sous l'égide de NORTHCOM ou d'une autre entité de commandement.

Sur les problèmes de gouvernance liés à la politique de défense canadienne, Douglas L. Bland et Roy Rempel soutiennent dans **« A Vigilant Parliament: Building Competence for Effective Parliamentary Oversight of National Defence and the Canadian Armed Forces »** que, depuis le milieu des années 1960, le Parlement s'est révélé inefficace en ce qui touche la surveillance des dépenses et des politiques relatives aux affaires étrangères et à la défense (*Enjeux publics,* février 2004). L'étude propose de réduire la discipline de parti et l'esprit partisan dans les délibérations des comités, d'accentuer l'importance accordée à l'examen des estimations et du financement, et de nommer des officiers militaires qualifiés pour apporter en matière de recherche un soutien au travail des comités.

SANTÉ ET POLITIQUES PUBLIQUES

Dans ce domaine, les activités de l'IRPP se sont concentrées sur les questions stratégiques soulevées par les conclusions et les recommandations du Comité permanent du Sénat sur les affaires sociales, les sciences et les technologies et de la Commission Romanow. À l'occasion d'un déjeuner de travail tenu à Montréal en avril 2003, l'hon. Michael Kirby, président du Comité permanent sur les affaires sociales, les sciences et les technologies, a présenté son analyse du Renouvellement de l'Accord des premiers ministres sur les soins de santé de 2003 ainsi que du budget fédéral de cette année. Dans **« Medicare as a Moral Enterprise: The Romanow and Kirby Perspectives »**, une étude de la série *Enjeux publics* parue en octobre 2003, le chercheur principal de l'IRPP Thomas Courchene critique la propension du rapport Romanow à invoquer les « valeurs canadiennes », jugeant cette démarche nettement insuffisante pour réussir la transition de notre système de santé aux réalités du XXIe siècle. L'auteur ajoute que, pour faire progresser la modernisation des soins de santé, il est indispensable de manifester le même esprit d'expérimentation que celui d'un Tommy Douglas, lorsqu'il a contribué en Saskatchewan à la mise sur pied de l'assurance-maladie.

En primeur, un chapitre de l'ouvrage très attendu édité par France St-Hilaire et Harvey Lazar, ***Money, Politics and Health Care: Reconstructing the Federal-Provincial Partnership***, a été publié en ligne en octobre 2003 afin de coïncider avec la réunion des ministres des Finances fédéral, provinciaux et territoriaux. Rédigé par les deux éditeurs en collaboration avec Jean-François Tremblay, ce chapitre fait le tri des prétentions fédérales et provinciales et des études récentes sur le déséquilibre fiscal. Les auteurs y concluent que la situation fiscale comparativement solide d'Ottawa « peut être vue comme l'indication d'un déséquilibre fiscal vertical », mais ils mettent aussi les lecteurs en garde contre les problèmes soulevés par les mesures existantes. Réagissant à cette analyse, Bruce Little, du *Globe and Mail,* a écrit que l'IRPP est « l'une des rares sources de commentaire objectif sur la question ». De même, par suite du lancement officiel de l'ouvrage en janvier 2004, John Ibbitson, également du *Globe and Mail,* a noté que « le rapport Lazar–St-Hilaire constitue la meilleure tentative d'y voir clair dans ce brouillard », suggérant aux premiers ministres de le lire avant leur première rencontre avec le premier ministre Paul Martin. Selon le principal message du livre, les éternelles querelles fédérales-provinciales sur le financement des soins de santé ont compromis les réformes nécessaires pour assurer aux générations futures la qualité et la permanence de ces soins. Selon St-Hilaire, Lazar et Tremblay, les provinces assument une « part disproportionnée des risques politiques et financiers liés à l'incertitude de l'entreprise de la santé ». Pour rétablir l'équilibre, ils recommandent que soient versés des transferts fédéraux de l'ordre de 20 à 25 pour cent du total des coûts de santé provinciaux. Le lancement de l'ouvrage a donné lieu à de nombreuses entrevues avec les auteurs dans les médias et demandes de rencontre de la part de dirigeants gouvernementaux.

CHOIX DU CANADA EN AMÉRIQUE DU NORD

Le processus en cours d'intégration économique entre le Canada, les États-Unis et le Mexique soulève d'importantes questions de politique économique et de gouvernance. Des questions auxquelles se sont ajoutées depuis le 11 septembre 2001 de vives inquiétudes en matière de sécurité. Parmi les gens dont le gagne-pain dépend de l'efficacité des échanges commerciaux et financiers entre nos pays, nombreux sont ceux qui privilégient non seulement la rationalisation des processus transfrontaliers mais aussi une intégration encore plus dynamique que celle prévue à des accords comme l'ALE et l'ALENA. Mais l'exigence d'une sécurisation accrue des frontières américaines et l'approfondissement des liens économiques suscitent des craintes en ce qui a trait à la marge de manœuvre dont disposerait alors le Canada dans nombre de domaines politiques.

[CHOIX DU CANADA EN AMÉRIQUE DU NORD]

Sous la direction de l'économiste principal Daniel Schwanen, ce programme de recherche examine les options et les compensations offertes au Canada sur un plan à la fois général et stratégique, de même que sur certaines questions clés relatives à l'intégration nord-américaine. En avril 2003, une synthèse des recherches menées dans le cadre de cette série a fait l'objet d'un article majeur de M. Schwanen. Intitulé **« Let's not Cut Corners: Unbundling the Canada-US Relationship »**. Selon cet article publié dans *Options politiques,* la dimension sécuritaire des relations canado-américaines serait mieux gérée si on en faisait une priorité distincte de celle de l'intégration économique. Traduit en espagnol et en français, il a ensuite été publié dans la revue de sciences sociales *Perfiles Latinoamericanos* en décembre 2003, puis dans « L'Annuaire du Québec » (2004).

Nous avons aussi publié en avril 2003 **« See You in Washington? A Pluralist Perspective on North American Institutions »** (*Choix*), de Robert Wolfe, qui se prononce contre la création de nouvelles institutions nord-américaines tout en affirmant que le recours aux accords existants selon une approche plus « kaléidoscopique » permettrait au Canada de maximiser leurs effets. Cette approche, ajoute l'auteur, empêcherait la création d'institutions centrales basées à Washington et, de ce fait, contraires aux intérêts de notre pays. Une étude *Enjeux publics* de William A. Dymond et Armand de Mestral, **« New Destinations in International Air Policy »** (octobre 2003), évalue de son côté les répercussions pour le Canada d'éventuelles négociations UE/É.-U. et exhorte le gouvernement canadien à négocier avec les États-Unis et l'Union européenne un « marché ouvert d'aviation transatlantique ». Un texte d'opinion des auteurs (« Ottawa's Voice Needed in Transatlantic Airline Talks ») a paru dans le *Financial Post*.

Pour marquer le dixième et le quinzième anniversaire de l'ALENA et de l'ALE**,** l'IRPP a publié en ligne, en décembre 2003, un texte de Daniel Schwanen intitulé **« Free Trade and Canada - 15 Years Later »**, où sont examinées les dernières études et données relatives à l'impact des deux accords. L'auteur en conclut que le libre-échange a favorisé la modernisation et la productivité du secteur tertiaire au Canada, contribuant du même coup au maintien dans ce secteur d'emplois bien rémunérés.

Les relations canado-américaines à l'ère de l'après-11 septembre, de même que les défis suscités par la conquête d'un auditoire critique dans les secteurs des finances et du divertissement new-yorkais, ont été discutés lors d'un déjeuner-causerie tenu à Toronto en décembre 2003 en présence de Pamela Wallin, consul général du Canada à New York. En janvier 2004, l'intégration nord-américaine et les enjeux d'une économie mondialisée ont aussi fait l'objet des discussions d'une conférence tenue à Toronto, où on a lancé en hommage à Sylvia Ostry un compendium de conférences intitulé *At the Global Crossroads* comprenant des textes de Jacques Delors, Renato Ruggiero et Paul Volker.

CROISSANCE ET POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Ce programme de recherche s'intéresse aux questions de politique économique, y compris les mesures et les facteurs fiscaux qui influent sur la croissance. Cette année, ce sont les questions de finances publiques (impôt, dette et péréquation) qui ont surtout mobilisé les efforts de l'Institut. Dans un document de travail intitulé **« Modern Welfare States under Pressure: Determinants of Tax Policy in a Globalizing World »** (février 2004), Christian Lammert, un jeune universitaire allemand, met en cause la thèse traditionnelle voulant que la mondialisation soit source d'homogénéisation. Il révèle au contraire qu'elle a produit une hausse continue des taux d'imposition et des revenus. Comparant les statistiques de l'OCDE, du Canada, des États-Unis, de la Suède et de l'Allemagne, il soutient que « depuis 1965, les hausses globales d'impôt sont surtout attribuables à l'augmentation des impôts directs et sur le revenu des particuliers ainsi que des cotisations sociales ». L'auteur avance que cette thèse d'un « nivellement par le bas » est tout aussi erronée quand elle prédit une convergence des différents régimes fiscaux nationaux. Son texte d'opinion, écrit en collaboration avec Jeremy Leonard, a paru dans le *Financial Post.*

En réponse à la demande du ministre des Finances Ralph Goodale qui, lors de ses consultations prébudgétaires de janvier dernier, sollicitait des avis sur le niveau acceptable de la dette du Canada, l'IRPP a publié de façon anticipée le chapitre d'introduction d'un ouvrage édité par Christopher Ragan et William Watson intitulé ***Is the Debt War Over? Dispatches from Canada's Fiscal Frontline***. Se fondant sur l'analyse de certains des plus grands experts du pays en finances publiques, les auteurs y affirment que la lutte contre la dette n'est pas terminée et que le « ratio dette fédérale/PIB doit être réduit le plus tôt possible à quelque 25 pour cent de ce dernier ». Publié en collaboration avec le Département d'économie de l'Université McGill, l'ouvrage a fait l'objet d'un lancement très couru peu avant le dépôt du budget fédéral en février 2004. En mars, l'Institut a également tenu un déjeuner-causerie à Toronto en présence de certains des auteurs du livre. Des textes d'opinion des deux éditeurs ont paru dans le *Ottawa Citizen*, *The Gazette* et le *Financial Post*.

[CROISSANCE ET POLITIQUE ÉCONOMIQUE]

En avril 2003, un atelier sur le renouvellement pour cinq ans des accords de péréquation a réuni experts et praticiens à Montréal. Puis, en mars 2004, nous lancions dans la série *Choix* une provocante étude de Thomas Courchene intitulée **« Confiscatory Equalization: The Intriguing Case of Saskatchewan's Vanishing Energy Revenues »**, dans laquelle l'auteur soutient que le programme de péréquation canadien a pour effet de confisquer les revenus énergétiques de la Saskatchewan, lesquels sont soumis à un taux de récupération fiscale de 125 pour cent. Qui plus est, affirme-t-il, les provinces sans revenus énergétiques tirent des sommes considérables des paiements de péréquation liés à l'énergie, de 16 millions pour l'Île-du-Prince-Édouard à l'incroyable total de 872 millions pour le Québec. L'auteur conclut que cet « impact cumulatif constitue un assaut global contre la situation financière, incitative et compétitive du secteur énergétique de la Saskatchewan, dont les répercussions aussi graves qu'évidentes s'étendent à toute la situation budgétaire de cette province ». Sous le titre « Saskatchewan's Extra Burden », cette étude a occupé toute la page d'opinion du *Globe and Mail* le jour même de sa parution. Par la suite, le ministère saskatchewanais des Finances a confirmé que le gouvernement fédéral :
1) verserait 120 millions de dollars à la Saskatchewan relativement au taux élevé de récupération fiscale sur les revenus des concessions de la Couronne ; 2) qu'il étudierait des mesures correctives en cas de taux de récupération trop élevés ; et 3) qu'il ferait un examen approfondi de la péréquation des ressources en vue du prochain renouvellement.

Dans **« Tax Design for a Northern Tiger »** (*Choix*, mars 2004), une étude parue avant le dépôt des budgets fédéral et provinciaux, Jonathan Kesselman explique comment l'imposition excessive de l'épargne et de l'investissement compromet la rentabilité et la compétitivité de l'économie canadienne. « Si la composition et la structure des impôts sont efficacement conçues, soutient-il, le niveau d'imposition canadien ne menacera pas la compétitivité du pays » et les gouvernements pourront continuer de financer le niveau des services publics que réclament les Canadiens. Il recommande donc d'élaborer un programme de réforme fiscale qui viserait l'amélioration de notre compétitivité en réorientant les impôts vers la consommation et l'emploi. Un texte d'opinion de l'auteur (« What Tax Crisis? ») a paru dans le *Financial Post* parmi une série de commentaires sur la réforme fiscale.

David Brown, président de la Ontario Securities Commission, a été le conférencier invité d'un déjeuner-causerie tenu à Toronto en février 2004. Il y a traité de plusieurs questions auxquelles son organisme est confronté, notamment la nécessité pour le Canada de se doter au XXIe siècle d'un modèle de réglementation des valeurs mobilières, du problème des délits d'initiés, du rôle de l'OSC sur les marchés de capitaux canadiens, de l'enquête en cours sur le secteur des fonds communs de placement et des nouvelles lignes directrices proposées par l'Ontario à l'intention des entreprises.

L'ART DE L'ÉTAT

Alors qu'un nouvel ordre mondial se met en place, il est clair que les décideurs des démocraties modernes devront répondre à la demande pour de nouveaux modes de gouvernance. En effet, il est devenu banal d'affirmer que le rythme du changement s'est radicalement accéléré au cours des dernières années. De sorte que, même aux yeux de l'observateur le plus distrait, les solutions politiques traditionnelles apparaissent de moins en moins opportunes ou efficaces. À maints égards, nous avançons ici en territoire inconnu et devons imaginer des mesures et des solutions innovantes. Pour stimuler les débats et les recherches sur l'impact qu'exercent sur la gouvernance les forces sociales, économiques et technologiques, de même que pour explorer comment le Canada et ses régions pourront le mieux relever ces défis inédits, l'IRPP organise un symposium bisannuel intitulé « L'art de l'État ».

Début 2003, à l'occasion d'un lancement à Ottawa, l'Institut a publié une collection d'essais issues de la première conférence sur « L'art de l'État » intitulée ***Governance in a World Without Frontiers*** (mars 2003). Outre Thomas Courchene et Donald Savoie, les éditeurs de cet ouvrage ont participé à l'événement David Dodge, gouverneur de la Banque du Canada, Peter Dobell, du Centre parlementaire, ainsi qu'un délégué du Conseil de l'IRPP.

Puis, à l'automne 2003, toujours en collaboration avec le professeur Savoie et l'Institut canadien de recherche sur le développement régional (ICRDR), nous avons tenu à Montebello, au Québec, un deuxième symposium intitulé « Penser l'Amérique du Nord : perspectives et trajectoires ». Compte tenu de l'importance de publier en temps opportun les sujets traités, les documents issus de cette conférence sont publiés séparément au fur et à mesure que les textes sont finalisés. Les huit in-folios, y compris le résumé et les conclusions des éditeurs Thomas J. Courchene, Donald J. Savoie et Daniel Schwanen, qui paraîtront en dernier lieu, seront réunis en coffret (une autre première pour l'IRPP !).

[L'ART DE L'ÉTAT]

Deux in-folios ont paru en mars 2004. Dans **« A New Accommodation With the United States: The Trade and Economic Dimension »**, Michael Hart (Carleton University) soutient qu'il est temps pour le Canada et les États-Unis de mieux coopérer en vue d'améliorer la sécurité et la prospérité de leurs citoyens. Les options sont claires, selon l'auteur, nos deux pays devant prendre les mesures nécessaires « pour aligner l'architecture de leurs relations sur les défis et les réalités d'une interdépendance grandissante, de même que sur les enjeux politiques et sécuritaires apparus depuis les événements du 11 septembre ». Ces commentaires de l'auteur ont été publiés dans le *National Post*.

Puis, dans **« The Role of Subnational Governments in North American Integration »**, Earl Fry (Brigham Young University) examine comment les capitales des États et des provinces influencent le processus d'intégration économique. Il met en évidence la forte augmentation des liens gouvernementaux transfrontaliers au niveau sous-national, phénomène traduisant selon lui l'interdépendance économique grandissante des trois pays de l'Amérique du Nord. Les autres in-folios paraîtront en 2004.

INVESTIR DANS NOS ENFANTS

S'intéressant aux politiques familiales sous l'angle d'un investissement à long terme dans le capital humain, le programme *Investir dans nos enfants* met en lumière les forces et les faiblesses des politiques en vigueur et vise à rassembler tout élément à l'appui de stratégies alternatives. Sous la direction de Sarah Fortin, les recherches de l'IRPP dans ce domaine soulèvent d'importantes questions concernant les choix récents des gouvernements fédéral et provinciaux au chapitre des politiques relatives à l'enfance.

En juin 2003 a paru dans la série *Choix* une étude de Pierre Lefebvre et Philippe Merrigan intitulée **« Assessing Family Policy in Canada: A New Deal for Families and Children »**. Après un examen et une évaluation de la politique familiale du Canada, les auteurs estiment que les récentes initiatives fédérales et provinciales ont été mal orientées et n'ont su résoudre efficacement le problème de la pauvreté chez les enfants. Pour donner aux auteurs l'occasion de présenter leurs conclusions et de stimuler le débat sur cette question fondamentale, l'IRPP a tenu une série d'événements dont deux déjeuners-causerie très réussis à Ottawa (juin 2003) et à Québec (octobre 2003), puis une table ronde sur la pauvreté chez les enfants et l'éducation de la petite enfance télédiffusée en janvier 2004 à Toronto. Outre les deux auteurs, des spécialistes aussi réputés que Ken Battle (Caledon Institute of Social Policy), Gordon Cleveland (Université de Toronto), Christa Japel (Université de Montréal) et Laurel Rothman (Campaign 2000) y ont fait des présentations avant d'échanger librement avec les participants issus de communautés variées.

L'AMÉNAGEMENT DE LA DIVERSITÉ

Nous avons publié en décembre 2003 un ouvrage intitulé ***The Conditions of Diversity in Multinational Democracies***, édité par Alain-G. Gagnon, Montserrat Guibernau et François Rocher. Ce lancement a été l'occasion de réunir pour la période des Fêtes tous les collaborateurs de l'IRPP, y compris certains venus spécialement d'Europe. Regroupant les travaux de 18 éminents spécialistes d'Europe et d'Amérique du Nord, ce livre porte sur l'un des principaux défis que devront relever dans les décennies à venirs des pays comme le Canada, l'Espagne et la Grande-Bretagne, c'est-à-dire l'aménagement du multinationalisme dans les limites de leurs frontières.

FÉDÉRALISME CONSTRUCTIF ET COOPÉRATIF ? UNE SÉRIE DE COMMENTAIRES SUR LE CONSEIL DE LA FÉDÉRATION

Le 24 octobre 2003, les premiers ministres provinciaux se réunissaient pour finaliser le mandat et la structure du Conseil de la fédération, nouveau mécanisme conçu pour améliorer les relations intergouvernementales. En prévision de cette rencontre et en collaboration avec l'Institut des relations intergouvernementales (IRG) de Queen's University, l'IRPP a demandé à de grands spécialistes du fédéralisme et des politiques publiques de rédiger une série de 13 essais sur les défis qui attendaient ce nouvel organisme et leurs répercussions sur l'avenir de la fédération. Voici les documents qui, réunis sous le titre « Fédéralisme constructif et coopératif ? Une série de commentaires sur le Conseil de la fédération » et édités par Doug Brown (IRG) et France St-Hilaire (IRPP), ont été publiés en ligne sur les sites des deux instituts :

- **« Getting Things Done in the Federation: Do We Need New Rules for an Old Game? »**, par Douglas M. Brown (octobre 2003)
- **« Conseil de la fédération : du réflexe de la défense à l'affirmation partenariale »**, par André Burelle (octobre 2003, en français et en anglais avec addendum en français seulement)
- **« The Council of the Federation: Conflict and Complementarity with Canada's Democratic Reform Agenda »**, par Roger Gibbins (octobre 2003)
- **« Managing Interdependencies in the Canadian Federation: Lessons from the Social Union Framework Agreement »**, par Harvey Lazar (octobre 2003)
- **« The Health Council of Canada Proposal in Light of the Council of the Federation: A Test of Constructive Intergovernmental Relations? »**, par Greg Marchildon (octobre 2003)
- **« Council of the Federation: An Idea Whose Time Has Come »**, par J. Peter Meekison (octobre 2003)
- **« The End of a Model? Quebec and the Council of the Federation »**, par Alain Noël (octobre 2003)
- **« Le Québec et la concertation inter-provinciale »**, par Claude Ryan (octobre 2003, en français et en anglais)
- **« Expanding the Partnership: The Proposed Council of the Federation and the Challenge of Globalization »**, par Hamish Telford (octobre 2003)
- « **Intergovernmental Councils in Federations »**, par Ronald L. Watts (octobre 2003)
- **« Counsel for Canadian Federalism: Aboriginal Governments and the Council of the Federation »**, par Frances Abele et Michael J. Prince
- **« Some Personal Reflections on the Council of the Federation »**, par Bob Rae (novembre 2003)
- **« A Short Path to Revitalized Federalism »**, par Tom Kent (janvier 2004)

PROGRAMMES DE RECHERCHES MENÉS À BIEN

Pour terminer le programme de recherche sur l'union sociale, nous avons publié en novembre 2003 la collection ***Forging the Canadian Social Union: SUFA and Beyond***, éditée par Alain Noël, France St-Hilaire et Sarah Fortin et regroupant sept documents *Enjeux publics* déjà parus, précédés d'une introduction originale. Des experts en politiques sociales et en relations intergouvernementales y examinent les divers aspects et les perspectives de l'Entente-cadre sur l'union sociale (ECUS) de 1999, qualifiée par les éditeurs de « tentative la plus ambitieuse à ce jour pour donner à l'union sociale un cadre explicite ». Globalement, cette série d'études fait une évaluation plutôt sévère de l'entente, considérée comme une occasion manquée d'améliorer les relations intergouvernementales au Canada.

OPTIONS POLITIQUES

Sous la direction de son rédacteur en chef L. Ian MacDonald, la revue ***Options politiques*** s'est repositionnée cette année pour devenir le magazine d'information canadien de référence sur les politiques publiques. Ses thèmes mensuels sont choisis de manière à dégager les perspectives qui façonnent les questions et les débats politiques de l'heure. Le numéro d'**octobre 2003**, par exemple, s'est lancé au cœur du débat sur le mariage homosexuel en proposant une série axée sur la question fondamentale du pouvoir de décision : revient-il au Parlement ou aux tribunaux ? Le thème du numéro double de **décembre 2003-janvier 2004**, « Les dossiers de Paul Martin », totalisait 16 articles sur l'éventail des questions auxquelles sera confronté le nouveau Premier ministre. En **février 2004**, le magazine traitait du dossier des « Villes canadiennes », désignées comme une priorité par le nouveau gouvernement libéral, tandis que le numéro suivant était consacré en mars au « Renouveau de la droite ». Le congrès à la direction du Parti conservateur coïncidant avec le scandale des commandites qui frappait les libéraux, le magazine s'est intéressé aux défis et aux occasions qui en résultaient pour le Parti conservateur réunifié.

Mais le numéro le plus remarqué d'*Options politiques* aura été celui de **juin 2003** sur le classement des meilleurs premiers ministres du dernier demi-siècle, préparé à l'occasion du cinquantième anniversaire du couronnement de la reine Élizabeth II. En toute indépendance, notre jury de 30 spécialistes, historiens, économistes et journalistes (dont aucun n'appartenait au personnel du magazine ou de l'IRPP) a désigné de très loin Lester B. Pearson en tête du classement pour la qualité et la quantité de ses réalisations ainsi que la fermeté avec laquelle il a conduit notre politique étrangère. Brian Mulroney s'est hissé au deuxième rang, précédant de justesse Pierre Elliott Trudeau au troisième, suivi de Louis St-Laurent au quatrième, de Jean Chrétien au cinquième et de John Diefenbaker au sixième. Soit les six premiers ministres ayant effectué au moins un mandat complet. Cette enquête a fait la une des médias d'un océan à l'autre.

Sous la direction de sa rédactrice en chef adjointe Sarah Fortin, *Options politiques* a publié un grand nombre d'articles en français et consolidé sa position de leader parmi les magazines canadiens de politique sociale. Sur le plan du graphisme, la publication a continué de s'améliorer grâce à des photographies plus nombreuses et des tableaux illustrant les articles. La parution en ligne du magazine au début plutôt qu'à la fin de chaque mois l'a non seulement rendu accessible à un plus vaste public – en temps opportun et sans frais –, elle nous a permis de battre notre record de l'an dernier en termes de visites et de téléchargements.

La qualité du magazine a d'ailleurs été reconnue par la nomination d'un texte de Michael Hart et Bill Dymond (« The Potemkin Village of Canadian Foreign Policy ») pour le prix Canadian Magazine Award du meilleur article de la catégorie Politiques publiques. Aujourd'hui dans sa 25e année, *Options politiques* s'est vu qualifier de « premier magazine canadien de politique publique ».

IRPP.ORG

Le site Web de l'IRPP a connu une autre année de croissance. Dans les 12 mois se terminant le 31 mars 2004, près de 190 000 personnes ont visité le **www.irpp.org**, soit une augmentation de 40 pour cent par rapport à l'exercice précédent. Les visiteurs ont réclamé près de 750 000 documents et publications dont environ la moitié d'articles d'*Options politiques,* 20 pour cent d'études *Choix* et *Enjeux publics,* et 30 pour cent de documents de travail variés, actes de conférences, discours et autres. Ces visiteurs se composaient surtout, comme par les années passées, de représentants gouvernementaux, de dirigeants politiques, de journalistes et d'étudiants.

Nous avons apporté en septembre 2003 des améliorations à la page d'accueil (de même qu'aux sections sur les publications et les événements) qui l'ont rendue plus attirante et ont facilité l'accès aux documents le plus souvent réclamés. De nouveaux liens permettent notamment d'accéder en quelques clics au numéro courant d'*Options politiques* et aux publications des trois ou quatre derniers mois.

[IRPP.ORG]

Pour la première fois, l'IRPP a diffusé en ligne et en direct deux événements, soit en septembre 2003 la table ronde **« Réforme des institutions démocratiques II »**, tenue à Montréal, et, en janvier 2004, une autre table ronde sur les politiques familiales tenue à Toronto. Chacune a attiré près de 200 auditeurs, ce qui a triplé le nombre de participants à chacun des événements. Une expérience très positive que l'IRPP se promet de répéter.

La création de la section « À la une »**,** bien en évidence sur la page d'accueil, constitue cependant l'amélioration la plus importante. Modifiée chaque semaine pour rendre compte des questions d'actualité et orienter les visiteurs vers les documents passés et actuels les plus pertinents, cette section s'accompagne souvent d'un communiqué de presse. Voilà qui illustre notre objectif d'intégrer à notre programme de communication un excellent contenu en ligne et une stratégie de diffusion auprès des médias, tous les deux fondés sur les recherches de l'Institut.

ACTIVITÉS DE DIFFUSION

Parmi ses activités de diffusion auprès d'autres groupes de réflexion, l'IRPP a tenu en juillet 2003 un déjeuner-causerie à l'intention de Naoki Tanaka**,** président de l'Institution de politiques publiques du XXI[e] siècle du Japon. Un autre session de travail a eu lieu en octobre 2003 avec Alex Sakellaropoulos, de l'Institut grec de recherches sociales et démocratiques, et nous avons eu d'intéressants échanges avec des visiteurs de l'Institut Montaigne, venus de France discuter du fédéralisme canadien et de la gestion de la diversité. En juin 2003, j'ai enfin prononcé un discours au Centre d'études sur le Canada et les États-Unis de l'Université de Moscou, lors d'une conférence traitant des relations canado-américaines dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001.

NOMINATIONS

En septembre, Jasmine Sharma s'est jointe à l'IRPP à titre de directrice des communications et des relations publiques, et Jeremy A. Leonard a été nommé associé principal, difussion de la recherche. Leurs efforts conjugués sont indispensables à une diffusion à la fois très large et parfaitement ciblée des recherches menées par les spécialistes de l'Institut.

J'aimerais enfin remercier chaleureusement le personnel de l'IRPP et l'ensemble de mes collègues pour l'excellent travail accompli cette année. Pour leur patience, leur rigueur et leur professionnalisme, je remercie tout particulièrement France St-Hilaire, notre vice-présidente, recherche, et Suzanne Ostiguy McIntyre, notre vice-présidente, opérations, sans qui l'efficacité, la visibilité et la pertinence de l'IRPP ne seraient pas ce qu'elles sont.

À titre de président de l'IRPP, j'ai aussi la chance de pouvoir compter sur l'appui d'un conseil d'administration dont les capacités d'analyse et la perspicacité intellectuelle reposent sur une vaste expérience à la fois pratique et théorique du domaine universitaire, gouvernemental, financier, culturel et philanthropique. Pour l'Institut, il s'agit d'un atout inestimable. Mes collègues et moi-même sommes privilégiés de travailler au service d'un conseil de cette qualité.

HUGH SEGAL, C.M.
PRÉSIDENT

RAPPORT DU COMITÉ DE PLACEMENTS

Le Fonds de dotation de l'IRPP a pour objectif de soutenir les travaux de l'Institut. Le Comité de placements vise à maintenir la valeur réelle du fonds après inflation, de manière qu'il produise les revenus nécessaires à nos activités futures. C'est pourquoi le Conseil d'administration a décidé de retirer chaque année une somme égale à 5 pour cent de la valeur trisannuelle moyenne du fonds plutôt que de récupérer les revenus réels qu'il génère. En privilégiant une moyenne trisannuelle, on atténue l'impact des changements du marché tout en améliorant la prévisibilité. En vertu de cette formule, la somme du Fonds de dotation dont nous disposons pour l'exercice 2004-2005 s'élève à 1 947 317 $, en baisse d'environ 38 000 $ par rapport au transfert de l'année précédente. Les gains en capital (751 697 $) ainsi que les dividendes et intérêts (1 223 948 $) totalisent pour l'exercice 1 975 645 $.

Depuis janvier 1999, le Fonds de dotation est géré par deux sociétés aux styles de gestion différents : KBSH Capital Management et Beutel, Goodman and Company Ltd. Beutel Goodman privilégie une « orientation valeur », là où KBSH met l'accent sur une « croissance qualitative ». Pour évaluer la performance des deux gestionnaires, le Comité de placements a défini un point de référence constitué par la moyenne mobile sur quatre ans de quatre indices : actions canadiennes, actions étrangères, obligations canadiennes et obligations hypothécaires. (Voir ci-dessous l'annexe illustrant la performance de ces quatre indices.)

Le tableau ci-dessous illustre, par rapport au point de référence susmentionné, la performance des deux gestionnaires pour l'année écoulée et les quatre dernières années.

Fin de l'exercice	**31/3/04**	**31/3/03**	**31/3/02**	**31/3/01**
Rendement annuel				
KBSH	**21,80 %**	-12,50 %	1,00 %	-7,10 %
Benchmark	**21,20 %**	- 8,90 %	3,80 %	-4,70 %
Beutel Goodman	**22,50 %**	-13,30 %	11,70 %	12,20 %
Rendement sur 4 ans (annualisé)				
KBSH	**0,00 %**	1,90 %	7,10 %	10,80 %
Benchmark	**2,30 %**	1,30 %	4,90 %	9,30 %
Beutel Goodman	**7,40 %**	3,70 %	S/O	S/O

La valeur composite du marché du fonds, y compris les autres éléments d'actif à court terme, s'établissait à 39 699 758 $**.** De cette somme, 1 734 777 $ constituent des fonds inaliénables dont on a autorisé le transfert au compte de gestion pendant l'année courante et les années antérieures, et qu'on avait provisoirement laissés dans le Fonds de dotation pour maximiser le rendement des fonds générés par les conseillers en placement.

	KBSH		BEUTEL GOODMAN	
	31 mars 2004	31 mars 2003	**31 mars 2004**	31 mars 2003
VALEUR MARCHANDE	**18 444 939 $**	16 167 424 $	**21 017 027 $**	18 205 945 $
COMPOSITION DE L'ACTIF				
Espèces et valeurs assimilables	**2,17 %**	3,90 %	**3,35 %**	2,10 %
Revenu fixe	**39,90 %**	44,00 %	**42,15 %**	46,60 %
Actions canadiennes	**27,00 %**	24,60 %	**22,30 %**	20,30 %
Actions américaines	**18,10 %**	16,50 %	**31,70 %**	31,00 %
Actions étrangères	**12,80 %**	11,00 %	**0,50 %**	—
Actions totales	**57,90 %**	52,10 %	**54,50 %**	51,30 %

Au cours de la dernière année, KBSH a accru dans ses portefeuilles la proportion détenue en actions canadiennes, américaines et étrangères, et réduit la proportion de revenu fixe. Beutel Goodman a accru sa proportion totale d'actions, réduisant également sa proportion de revenu fixe.

Annexe		**Rendement annuel des quatre catégories d'action**		
Fin de l'exercice	**31/3/04**	31/3/03	31/3/02	31/3/01
S/P/TSX	**37,73 %**	-17,60 %	4,88 %	-18,61 %
SC BOND	**10,78 %**	9,15 %	5,10 %	8,69 %
MSCI WORLD	**28,92 %**	-29,78 %	-3,07 %	-18,43 %
SC MORTGAGE	**8,92 %**	7,34 %	7,61 %	11,45 %

AUX ADMINISTRATEURS
DE L'INSTITUT DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES

Nous avons vérifié le bilan de l'Institut de recherche en politiques publiques au 31 mars 2004 et les états des résultats et de l'évolution des soldes de fonds et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Institut. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 mars 2004 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

DELOITTE & TOUCHE, S.R.L.
COMPTABLES AGRÉÉS
LE 19 MAI 2004

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ÉVOLUTION DES SOLDES DE FONDS

de l'exercice terminé le 31 mars 2004 (en milliers de dollars)

	Fonds de fonctionnement	Fonds de dotation	Total 2004	Total 2003
	$	$	$	$
Produits				
Produits de placements (note 3)	**2 391**	**–**	**2 391**	2 497
Insuffisance du revenu de placement net sur le revenu de placement approuvé pour les opérations (note 3)	**(589)**	**–**	**(589)**	(2 099)
Revenu de placement net	**1 802**	**–**	**1 802**	398
Publications	**53**	**–**	**53**	45
Autres	**196**	**–**	**196**	288
	2 051	**–**	**2 051**	731
Charges				
Frais généraux de recherche et de soutien	**2 013**	**–**	**2 013**	2 205
Magazine Options politiques	**292**	**–**	**292**	248
Coût des publications	**206**	**–**	**206**	284
Intérêts	**5**	**–**	**5**	5
Amortissement des immobilisations	**18**	**–**	**18**	25
	2 534	**–**	**2 534**	2 767
Insuffisance des produits sur les charges avant l'élément suivant	**(483)**	**–**	**(483)**	(2 036)
Dévaluation des placements (note 3)	**–**	**–**	**–**	(150)
Insuffisance des produits sur les charges	**(483)**	**–**	**(483)**	(2 186)
Soldes de fonds au début	**1 391**	**32 505**	**33 896**	36 082
Virement du Fonds de dotation pour l'insuffisance du revenu de placement net sur le revenu de placement approuvé pour les opérations (note 3)	**589**	**(589)**	**–**	–
Virement du Fonds de dotation pour financer l'obligation au titre de la provision pour prestations de retraite	**37**	**(37)**	**–**	–
Soldes de fonds à la fin	**1 534**	**31 879**	**33 413**	33 896

BILAN

de l'exercice terminé le 31 mars 2004 (en milliers de dollars)

	Fonds de fonctionnement	Fonds de dotation	Total 2004	Total 2003
	$	**$**	**$**	$
Actif				
À court terme				
Encaisse	**–**	**58**	**58**	56
Dépôts à terme et bons du Trésor	**66**	**–**	**66**	65
Débiteurs				
Produits à recevoir	**–**	**240**	**240**	245
Montant à recevoir du Fonds de dotation*	**1 732**	**–**	**–**	–
Autres	**73**	**–**	**73**	85
Frais payés d'avance	**50**	**–**	**50**	35
	1 921	**298**	**487**	486
Titres négociables (note 4)	**–**	**33 377**	**33 377**	33 744
Immobilisations (note 5)	**55**	**–**	**55**	47
	1 976	**33 675**	**33 919**	34 277
Passif				
À court terme				
Dette bancaire (note 6)	**119**	**–**	**119**	105
Créditeurs et charges à payer	**161**	**43**	**204**	222
Autres créditeurs	**–**	**21**	**21**	–
Produits reportés (note 7)	**60**	**–**	**60**	14
Montant à verser au Fonds de fonctionnement*	**–**	**1 732**	**–**	–
	340	**1 796**	**404**	341
Obligation au titre de la provision pour prestations de retraite	**77**	**–**	**77**	40
	417	**1 796**	**481**	381
Apports reportés (note 8)	**25**	**–**	**25**	–
Actif net				
Investi en immobilisations	**55**	**–**	**55**	47
Affectations d'origine interne (note 9)	**–**	**31 879**	**31 879**	32 505
Non affecté	**1 479**	**–**	**1,479**	1 344
	1 534	**31 879**	**33 413**	33 896
	1 976	**33 675**	**33 919**	34 277

* Les montants à verser à (à recevoir de) chaque fonds sont éliminés du total.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

de l'exercice terminé le 31 mars 2004 (en milliers de dollars)

	2004	2003
	$	$
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement		
Insuffisance des produits sur les charges	**(483)**	(2,186)
Ajustements pour :		
(Gain) perte à l'aliénation de placements	**(751)**	732
Dévaluation des placements	**–**	150
Amortissement des immobilisations	**18**	25
Obligation du titre de la provision pour prestations de retraite	**37**	40
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Débiteurs	**17**	60
Frais payés d'avance	**(15)**	47
Créditeurs et charges à payer et autres créditeurs	**3**	44
Produits reportés	**46**	–
	(1 128)	(1 088)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement et d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	**(26)**	(4)
Acquisition de placements	**(25 455)**	(23 778)
Vente de placements	**26,573**	24,960
Augmentation (diminution) des apports reportés	**25**	(97)
	1 117	1 081
Diminution nette de la trésorerie	**(11)**	(7)
Situation de la trésorerie au début	**16**	23
Situation de la trésorerie à la fin	**5**	16
Composée des éléments suivants		
Encaisse	**58**	56
Dépôts à terme et bons du Trésor	**66**	65
Dette bancaire	**(119)**	(105)
	5	16

NOTES

1. Description de l'organisme

L'Institut de recherche en politiques publiques est un organisme national et indépendant sans but lucratif. L'Institut a pour mission de favoriser le développement de la pensée politique au Canada par son appui et son apport à un processus élargi, plus éclairé et plus efficace d'élaboration et d'expression des politiques publiques. L'Institut est constitué en tant qu'organisme sans but lucratif en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et constitue un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la *Loi de l'impôt*

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada selon la méthode du report pour comptabiliser les apports.

Comptabilité par fonds

Les états financiers sont présentés de manière à séparer les fonds suivants :

i) Le fonds de fonctionnement présente les produits et les charges afférents à la réalisation de programmes et à l'administration de l'Institut.

ii) Le Fonds de dotation présente les sommes obtenues par voie de dotation. Le produit de placements généré par ces sommes est constaté dans le fonds de fonctionnement.

Utilisation d'estimations

La présentation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés des produits et des charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Constatation des produits

Les apports affectés relatifs au fonctionnement sont constatés à titre de produits du fonds de fonctionnement dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son recouvrement est raisonnablement assuré.

Les apports reçus à titre de dotations sont constatés à titre d'augmentations directes dans le solde du Fonds de dotation.

Les produits de placements sont inclus dans les produits du fonds de fonctionnement lorsqu'ils sont gagnés, tandis que les gains ou les pertes en capital sont inclus lorsqu'ils sont réalisés.

Coût des publications

Le coût des publications est imputé aux résultats lorsque engagé.

Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au coût. L'amortissement est comptabilisé selon la méthode de l'amortissement linéaire à des taux calculés pour amortir le coût des actifs moins leur valeur résiduelle sur leur durée de vie utile estimative. Le matériel informatique et le matériel de bureau sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail.

Placements

Les placements sont évalués chaque année et font l'objet d'une dévaluation lorsqu'ils ont subi une perte de valeur durable.

Les gains ou les pertes réalisés à la vente de placements sont calculés selon la méthode du coût moyen et sont présentés dans le fonds de fonctionnement.

Affectations

Le Conseil d'administration de l'Institut peut user de son pouvoir discrétionnaire pour affecter au Fonds de dotation la totalité ou une partie de tout excédent de fonctionnement.

3. Virement au Fonds de dotation

Le fonds de fonctionnement conserve, pour son propre usage, des produits de placements dont la somme correspond à 5 % de la valeur marchande moyenne du Fonds de dotation à la fin des trois exercices précédents. Selon cette formule, au cours de l'exercice, le Conseil d'administration a mis une somme de 1 985 901 $ (2 139 751 $ en 2003) à la disposition du fonds de fonctionnement. Le Conseil d'administration a également approuvé l'utilisation d'une somme de 405 548 $ (357 374 $ en 2003) de l'excédent de fonctionnement accumulé pour couvrir les activités de l'exercice en cours pour un total de 2 391 449 $.

Les produits de placements gagnés se composent comme suit :

	2004	2003
	$	$
Produits tirés de ressources détenues à titre de dotations	**1 224**	1 286
Gain (perte) à l'aliénation des placements du Fonds de dotation - montant net	**751**	(732)
Frais de gestion des placements et frais de garde	**(173)**	(156)
	1 802	398

NOTES

Au 31 mars 2003, une analyse a été faite pour déterminer s'il y avait une perte de valeur durable sur les placements. En raison des conditions prévalant sur le marché au cours de l'exercice, certains placements ont dû être dévalués pour un total de 150 000 $. Cet ajustement a entraîné une diminution de la valeur comptable des placements en actions et du solde des fonds (Fonds de dotation), en plus de créer une charge dans le fonds de fonctionnement avec une augmentation équivalente du montant de transfert interfonds.

Le 31 mars 2004, la même analyse a été effectuée et n'a permis de déterminer aucun placement additionnel ayant subi une perte de valeur durable.

4. Titres négociables

	2004		2003	
	Coût	Valeur marchande	Coût	Valeur marchande
	$	**$**	$	$
Obligations	**16 448**	**17 145**	16 297	16 506
Actions	**16 929**	**22 277**	17 447	17 804
	33 377	**39 422**	33 744	34 310

5. Immobilisations

	2004			2003
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	**$**	$	$
Matériel informatique	**324**	**271**	53	44
Matériel de bureau	**85**	**83**	2	3
Améliorations locatives	**63**	**63**	**–**	–
	472	**417**	55	47

6. Dette bancaire

Une banque à charte canadienne a consenti à l'Institut une marge de crédit de 500 000 $ à taux préférentiel. À titre de garantie pour tout emprunt en vertu de la marge de crédit, la banque détient une lettre d'engagement confirmant que les placements du Fonds de dotation ne sont assujettis à aucune charge qui les rendrait inaptes au service de la dette de l'Institut.

En date du 31 mars 2004, la marge de crédit n'était pas utilisée, la dette bancaire résultant seulement des chèques en circulation.

7. Produits reportés

Les produits reportés du fonds de fonctionnement sont les suivants :

	2004	2003
	$	$
Abonnements au magazine *Options politiques*	**18**	14
Conférence sur la migration, le commerce et la sécurité	**42**	–
	60	14

8. Apports reportés

Les apports reportés représentent des apports affectés à des projets spécifiés par les bailleurs de fonds. Les apports reportés sont ajoutés aux produits du fonds de fonctionnement dans la période au cours de laquelle les charges correspondant à ces projets spécifiques sont engagées.

9. Affectations de l'actif net

L'actif du Fonds de dotation a été grevé d'affectations d'origine interne par le Conseil d'administration de l'Institut selon lequel cet actif doit être maintenu de façon permanente en vue de financer les activités de fonctionnement de l'Institut. Ces sommes assujetties à des affectations d'origine interne ne peuvent être utilisées à d'autres fins sans l'approbation du Conseil d'administration.

10. Engagements

L'Institut a conclu des contrats de location-exploitation visant la location de matériel et de locaux. Les montants suivants sont exigibles pour les cinq prochains exercices :

	$
2005	70 751
2006	69 034
2007	66 631
2008	70 216
2009	71 710

11. Chiffres correspondants

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice courant.

Conception graphique : Schumacher Design